

UNCTAD Public Symposium

The Global Economic Crisis and Development – the Way Forward

18–19 May 2009, Geneva, Palais des Nations, Room XIX

Inputs received

La crise économique globale, causes et multiples conséquences

Synergy for Development and International Partnership

Synergie Developpement et Partenariat International

Geneva, Switzerland.

Disclaimer:

The inputs are made available by the UNCTAD secretariat in the form and language in which they were received. The views reflected in the documents do not necessarily reflect the views of the United Nations or UNCTAD.

Ref: ps/7/2009/F

**Contribution écrite dans le cadre du symposium public organisé par la
CNUCED, 18 & 19 mai 2009 / Palais des nations Genève**

La crise économique globale, causes et multiples conséquences

1. La crise financière ne cesse encore de nous révéler l'ampleur de son onde de choc. Ses conséquences sur les pays en voie de développement seront catastrophiques en termes d'aides au développement. L'apport des travailleurs migrants par le biais des fonds transférés à leurs familles restées dans leur pays d'origine risque également de se réduire si des mesures ne sont pas prises pour la sauvegarde de l'emploi. Il y a lieu toutefois de promouvoir une véritable gouvernance globale qui articule à la fois des valeurs et principes éthiques pour une durabilité économique.

2. La crise va entraîner avec elle des problèmes plus ardues en termes de gestion conséquente des flux migratoires. Certains migrants connaissent d'énormes difficultés quand il s'agit de s'intégrer correctement dans les marchés de l'emploi dans les pays d'accueil ou de transit. D'où l'importance de la mise en œuvre de politiques adéquates visant à créer et consolider les conditions d'une bonne prise en compte de ces flux au regard d'un développement économique global. Les travailleurs migrants sont une source de plus-values dans les pays d'origine et d'accueil.

3. Force est de souligner que la crise financière risque de créer également de rapports de plus en plus conflictuels et violents entre les patrons et leurs employés. En ce sens, il faudrait nécessairement intégrer d'autres indicateurs sociaux et environnementaux, quand il s'agira de dresser les rapports d'évaluations et les bilans économiques et financiers. Est-ce que toutes ces difficultés sont réellement perceptibles par nos gouvernements et décideurs tant la souffrance sera dure pour les personnes qui ont perdu ou vont prochainement perdre leurs emplois. Dans les pays pauvres l'économie informelle continuera de gagner du terrain au détriment de l'économie formelle.

4. En tout état de cause il faudrait envisager des mesures d'accompagnement allant vers des politiques cohérentes de promotion de l'humain, dans la dignité et sans aucune distinction de races ou d'ethnies. Toutes les politiques d'intégration économiques et financières régionales et globales devraient se concevoir de manière plus démocratique et créer un équilibre stable entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres. À l'heure où nous parlons de « village global », nous constatons que les choix de politique de relance de l'économie mondiale accordent trop d'importance à la prééminence d'une hémisphéricité insensée dont le dessein d'un développement global ; risquerait encore de se caractériser par : l'extrême pauvreté, la mauvaise redistribution des revenus, l'accaparement des richesses par une oligarchie financière, la croissance des inégalités, l'insécurité et la surdité des banquiers face aux besoins humains et vitaux de l'heure.

5. Si chaque pays doit trouver comment s'insérer correctement dans une économie globale, il est nécessaire d'accorder une chance à chaque pays pour retrouver des conditions de développement économique et social extirpés de tout protectionnisme et autres barrières tarifaires et discriminatoires de toute nature. Nous ne pouvons imaginer trouver une solution à la crise en renflouant simplement des banques afin qu'elles repartent sur les mêmes bases que les récents égarements commis. Il faut repenser démocratiquement le triptyque économie réelle, économie financière et économie monétaire dans l'objectif de permettre à tous les peuples du monde de bénéficier des richesses et de jouir de la plus-value de l'activité économique globale de manière équitable et c'est une condition pour renforcer et consolider la paix.

6. L'absence d'une forte coalition pour combattre les discriminations, les inégalités économiques et sociales constituent un frein au développement de sociétés modernes, durables et soucieuses du bien-être de tous. La crise devrait nous amener à nous réorienter vers des politiques visant une meilleure répartition des revenus en lieu et place d'en priver la majorité des hommes et des femmes. Ces disparités vont contribuer encore davantage à l'insécurité mais constituent également une vraie menace à la paix, la stabilité sociale et politique des pays riches et des pays en développement. Les objectifs millénaires du développement sont noyés au profit du sauvetage des banques. Des milliers de milliards qui sont complètement déconnectés de la réalité économique et sociale sont imprimés pour maintenir un système moribond et dangereux.

7. Il est aussi arrivé le temps d'envisager d'autres modèles pour mieux assainir le système financier global. Des institutions de collecte d'épargne et du crédit continuent de mettre en place des systèmes plus éthiques à l'exemple du modèle de la « finance islamique ». Ce modèle fait table rase de cette nécessité à vouloir conditionner le crédit comme un instrument d'enrichissement sans commune mesure, c'est-à-dire la multiplication sans cesse des profits au détriment des autres

partenaires ou encore des biens d'autres individus. Un exemple parmi tant que l'on pourrait suivre s'il y a une volonté politique déterminée à remettre le secteur financier global sur les rails de la durabilité économique pour que demeurent une justice sociale et un respect des droits fondamentaux.

8. Il est de la responsabilité des décideurs et des gouvernements d'identifier les causes profondes de ces crises cycliques afin d'orienter et ensuite de canaliser les activités capitalistiques et financières par des arsenaux juridiques plus contraignants. En même temps les meilleures solutions ne seront durables que lorsqu'elles prévoient l'intégration à tous les niveaux dans les programmes institutionnels des concepts et des valeurs éthiques de partage et de solidarité dans l'optique d'une économie durable pour le bien-être et l'épanouissement des membres de la société.

9. Alors à ce stade de la crise, la question serait aussi de savoir quel type de leadership devons nous opter pour les défis qui nous attendent avec autant d'acuité ?

10. Finalement la crise est la résultante des failles d'un système financier irrespectueux de certaines valeurs éthiques de développement des affaires qui relèguent au second plan certains concepts fondamentaux de respect de la dignité humaine et du droit au développement. Un secteur financier qui s'intègre correctement dans la mondialisation n'est pas possible sans le respect total des droits de l'homme ainsi que la mise en œuvre cohérente d'actions dynamiques entre l'international et le local. À ce titre, il est nécessaire de développer des politiques vigoureuses pour promouvoir la formation et l'emploi décent et durable dans nos pays respectifs. Il s'agit là d'un enjeu de taille pour les gouvernements des pays pauvres qui doivent faire face à un double voire triple défi en matière d'emploi : la lutte contre l'émigration clandestine, la fuite des cerveaux et le désœuvrement des jeunes qui la plupart du temps sont laissés à eux-mêmes. Pour prendre l'exemple du continent Africain, les défis se situent à plusieurs niveaux : économique, social, politique et écologique. À défaut de pouvoir relever tous ces défis, il faut s'attendre que de violents conflits sociaux éclatent à tout moment en plus de ceux qui sont déjà enregistrés ; et fragiliser davantage les régimes en place.

11. En Europe, nous citerons un exemple qui révèle que la crise continue de sévir. Et cela est d'autant plus perceptible que les vagues de licenciements en masse figurent dans la liste des thérapies les plus importantes proposées par les dirigeants. C'est la raison pour laquelle, les perspectives de redynamisation des économies des pays pauvres devraient passer par la mise en place de politiques de création d'emplois décents et durables afin de permettre aux jeunes de participer à l'effort de développement de leur terroir. À cet effet, les créneaux d'une microfinance plus éthiques et socialement responsable devraient figurer parmi les mesures d'accompagnement de proximité des

promoteurs et promotrices d'entreprises. Pour contrer la crise financière globale dans certains pays pauvres et en Afrique, il faut obligatoirement mettre en place des politiques de microcrédit sans intérêt de remboursement pour les Très Petites Entreprises (TPE), les Petites Entreprises (PE) et les Moyennes Entreprises (PME) locales.

12. Les impacts de la crise vont effriter de façon notoire certaines valeurs liées au concept de la relation humaine, familiale et sociale. Pour ainsi dire, la non-régulation du secteur financier, serait une menace à la stabilité sociale.

13. La rémunération des hauts cadres et dirigeants d'institutions bancaires a atteint un seuil d'indécence inacceptable : une tout autre réflexion continue de suivre son cours s'il est question de promouvoir une certaine durabilité économique. Comment faire entendre un message de paix et la bâtir durablement face à l'immensité d'une telle insécurité économique, financière, alimentaire et de l'emploi ? C'est pourquoi, la dette des pays en développement est un lourd fardeau qui doit être reconsidéré par les partenaires au développement des pays riches. La dette au regard de la crise financière actuelle révèle une grande injustice faite au pays pauvres : elle doit purement et simplement être annulée afin que les gouvernements de ces pays puissent assumer les défis du développement qui se présentent à eux au niveau local. Toutefois, la société civile et les gouvernements doivent continuer à défendre l'idée selon laquelle la finance globale doit devenir un bien public mondial régulé par l'ONU des peuples et des gouvernements en perspective d'un arbitrage juste équitable qui tient en compte les besoins de développement et de la pérennisation de la famille humaine dans toute sa diversité et dans le respect des droits de l'homme.

Signé : Dr Alpha AYANDÉ, Expert- Conseil Management stratégique ; Médiation et résolution de conflits / Négociations diplomatiques. Directeur Synergie Développement et Partenariat International (SYDEPI-SYFODIP).